CONSEIL SUPÉRIEUR
DE LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE

*Compte rendu
de la réunion plénière
du 7 décembre 2004*

Ministère de la culture et de la communication

LISTE DES PARTICIPANTS

Jean-Ludovic SILICANI, conseiller d'Etat, président

Pierre GUERDER, conseiller doyen à la Cour de cassation, vice-président

Henri PAUL, directeur du cabinet du ministre de la culture et de la communication

Marc HERUBEL, conseiller technique au cabinet du ministre de la culture et de la communication

Personnalités qualifiées

Valérie-Laure BENABOU, professeur des universités

Josée-Anne BENAZERAF, avocat à la cour

Isabelle FALQUE-PIERROTIN, conseiller d'Etat

Joëlle FARCHY, maître de conférences

Jean MARTIN, avocat à la cour

Pierre SIRINELLI, professeur des universités

Administrations

Direction de l'administration générale du ministère de la culture et de la communication, représentée par Isabelle MARECHAL, sous-directrice

Direction du développement des médias, représentée par Axelle HOVINE

Ministère de la justice, représenté par Estelle AIRAULT

Ministère des affaires étrangères, représenté par Agnès BODARD-HERNANT

Professionnels

a) Représentants des auteurs :

Membres titulaires : Gérard DAVOUST (SACEM), Bernard MIYET (SACEM), Pascal ROGARD (SACD), Jacques BARSAC (SCAM), Laurent DUVILLIER (SCAM), Alain ABSIRE (SGDL), Jean-Marc GUTTON (ADAGP), Emmanuel de RENGERVE (SNAC)

Membres suppléants : Thierry DESURMONT (SACEM), Nicole ZMIROU (SACD), Olivier BRILLANCEAU (SAIF), Guillaume MARSAL (SGDL), Christiane RAMONBORDES (ADAGP)

b) Représentants des auteurs et éditeurs de logiciels et bases de données :

Membre titulaire : Bertrand SALORD (BSA)

c) Représentants des artistes-interprètes :

Membre titulaire : Bruno ORY-LAVOLLEE (ADAMI)

Membre suppléant : Catherine ALMERAS (SFA)

d) Représentants des producteurs de phonogrammes :

Membre titulaire : Hervé RONY (SNEP)

Membres suppléants : Karine COLIN (SPPF), Marc GUEZ (SCPP)

e) Représentants des éditeurs de presse :

Membre suppléant : Charles-Henri DUBAIL (FNPS)

f) Représentants des éditeurs de livres :

Membre suppléant : Isabelle RAMOND-BAILLY (SNE)

g) Représentants des producteurs audiovisuels :

Membre suppléant : Benjamin MONTELS (USPA)

h) Représentants des producteurs de cinéma :

Membres titulaires : Thierry CARLIER (UPF), Jean COTTIN (CSPEFF)

Membre suppléant : Jean-Claude ZYLBERSTEIN (UPF)

i) Représentants des radiodiffuseurs : aucun

j) Représentants des télédiffuseurs : aucun

k) Représentants des éditeurs de services en ligne :

Membres titulaires : Arnaud VALETTE (GESTE), Emmanuel MICHAU (ACSEL)

l) Représentants des consommateurs :

Membre titulaire : Alain BAZOT (UFC-Que choisir)

Assistaient également à la réunion

Nathalie LASNAR (TF1)

Olivier HENRARD, auditeur au Conseil d'Etat

Hélène de MONTLUC, chef du bureau de la propriété littéraire et artistique (ministère de la culture et de la communication)

Anne LE MORVAN et David POUCHARD, chargés de mission au bureau de la propriété littéraire et artistique (ministère de la culture et de la communication)

Yoann WOLFF, secrétaire du Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique

ORDRE DU JOUR

- I. Approbation du compte rendu de la séance du 14 octobre 2004

- II. Point d'actualité

- III. Etat d'avancement des travaux des commissions

IV. Questions diverses

<p style="text-align: center;"><i>OUVERTURE DE LA SEANCE ET APPROBATION DU COMPTE RENDU DE LA REUNION DU 14 OCTOBRE 2004</i></p>

Le président ouvre la séance et indique que, sauf objection, la date de la prochaine réunion plénière du Conseil supérieur est fixée au 22 mars 2004.

Le président invite ensuite les membres du Conseil supérieur à formuler d'éventuelles observations sur le projet de compte rendu de la réunion plénière du 14 octobre 2004. En l'absence d'observations, le compte rendu est approuvé.

Le président passe au point suivant de l'ordre du jour et donne la parole à Henri PAUL, directeur du cabinet du ministre de la culture et de la communication, pour un point d'actualité.

POINT D'ACTUALITE

M. PAUL indique tout d'abord que l'agenda parlementaire ne permettra pas un examen au mois de janvier du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information. Il fait part aux membres du Conseil supérieur des ses regrets mais également de sa détermination à faire en sorte que le projet de loi soit néanmoins examiné dans le courant du premier trimestre 2004.

Il informe ensuite les membres du Conseil supérieur de l'avancée des travaux de transposition de la directive relative aux mesures et procédures visant à assurer le respect des droits de propriété intellectuelle. Il signale la transmission au Secrétariat général du comité interministériel (SGCI) de propositions élaborées par le ministère de la culture et de la communication en concertation avec les organismes représentant les titulaires de droits. Si la plupart des points importants ont fait l'objet d'un accord, il indique que la question des dommages-intérêts reste néanmoins en suspens.

Il informe ensuite les membres du Conseil supérieur de la reprise du dialogue engagé avec le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche sur l'utilisation

des œuvres à des fins pédagogiques et indique qu'un document d'orientation équilibré devrait pouvoir être établi prochainement.

M. PAUL indique également que le ministère de la culture et de la communication a organisé une concertation au niveau du Centre national de la cinématographie (CNC) et dans le cadre de la mission " Berbinau-Chantepie " sur les aspects techniques et économiques de la contrefaçon. Il souligne que le ministre a déjà réuni les différents partenaires (titulaires de droits et fournisseurs d'accès) le 9 novembre 2004. M. PAUL fait part de son optimisme sur l'avancée de ce dossier.

Marc HERUBEL, conseiller technique au cabinet du ministre de la culture et de la communication, ajoute, en ce qui concerne les travaux de transposition de la directive relative aux mesures et procédures visant à assurer le respect des droits de propriété intellectuelle, et en particulier en ce qui concerne la question des éléments de preuve, que l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) a relevé l'existence de dispositions du code de commerce, spécifiques aux documents comptables, susceptibles de devoir être modifiées. Il indique également qu'aucune proposition de transposition relative à la question de l'utilisation de la saisie " contrefaçon " pour le droit moral et les bases de données n'a été faite, tout en précisant que l'opportunité d'en faire a été évoquée.

Hélène DE MONTLUC, chef du bureau de la propriété littéraire et artistique au ministère de la culture et de la communication, souligne que la discussion interministérielle n'est pas terminée mais qu'il existe déjà un certain nombre de points de convergence. Elle cite l'exemple de l'article 8 sur le droit à l'information sur lequel le ministère de la justice a rejoint la position du ministère de la culture et de la communication pour estimer que cet article ne rendait pas nécessaire l'adoption de nouvelles règles législatives. Elle ajoute que les discussions vont se poursuivre, notamment sur la question de la nécessité d'adopter une disposition législative spécifique sur l'appel des marchandises, ainsi que sur la question des dommages-intérêts. Elle indique que la Commission européenne est sensible aux efforts des pouvoirs publics français pour transposer dans les délais impartis les directives européennes.

Le président interroge les représentants du ministère de la culture et de la communication sur le mode de transposition que le ministère envisage d'adopter.

M. HERUBEL répond que cette transposition devrait faire l'objet d'un projet de loi spécifique.

Le président ouvre ensuite la discussion aux membres.

M. MIYET (SACEM) s'inquiète des reports successifs de l'examen par le Parlement du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information. Il propose que le Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique lance un appel aux pouvoirs publics pour qu'ils fassent en sorte que le projet de loi soit rapidement examiné et adopté.

Après avoir recueilli l'accord de l'ensemble des membres du Conseil supérieur sur ce point, le président propose d'établir en ce sens un communiqué qui sera diffusé, sans délai, au nom des membres du Conseil supérieur.

Le président donne ensuite la parole à Mme DE MONTLUC pour un point sur l'actualité des questions européennes et internationales.

Mme DE MONTLUC rappelle tout d'abord que le comité permanent du droit d'auteur et des droits connexes de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) s'est réuni récemment pour évoquer la question de la protection des organismes de radiodiffusion. Si les travaux sur les questions de fond n'ont pas progressé, elle indique que son président a néanmoins déposé des conclusions indiquant qu'un texte révisé sera élaboré et qu'une solution alternative pour la protection des webcasters sera proposée sous la forme d'un projet de protocole. Elle précise que ces conclusions n'ont néanmoins pas été adoptées par le comité permanent dont la prochaine date de réunion n'a pas encore été fixée. Des consultations régionales doivent avoir lieu sur ces questions dans les prochains mois. Mme DE MONTLUC rappelle que l'Union européenne, ainsi que l'OMPI, sont attachés à l'élaboration et à l'adoption d'un traité sur la protection des organismes de radiodiffusion.

Mme DE MONTLUC expose ensuite l'état d'avancement des travaux sur la convention dite "Rome II" relative à la loi applicable aux obligations non contractuelles. Elle indique que les travaux progressent sous la présidence néerlandaise qui a poursuivi l'examen en première lecture du projet de règlement dit "Rome II", tout en précisant que le Parlement européen ne s'est pas encore prononcé. En ce qui concerne l'article 8 relatif aux aspects de propriété intellectuelle, Mme DE MONTLUC indique que le comité du droit civil n'en a pas encore débattu, mais qu'il le fera probablement début 2005.

Concernant le critère de rattachement, Mme DE MONTLUC indique que le ministère de la culture et de la communication a soutenu l'approche favorable au pays de réception proposée dans l'avis n° 2003-2 du CSPLA du 11 décembre 2003, afin de tenir compte des risques de délocalisation

sur les communications en ligne et des abus que pourrait induire l'application de la loi du pays de réception. Elle ajoute qu'au stade actuel des négociations, la majorité des délégations a souhaité que les questions relatives à l'existence, à l'originalité et à la titularité des droits soient mises hors du champ d'application du projet de règlement. Elle indique enfin que la possibilité de désigner la loi applicable après la survenance du litige pourrait être adoptée.

En ce qui concerne la proposition de directive relative aux services dans le marché intérieur, faite par la commission européenne en janvier 2004, Mme DE MONTLUC rappelle qu'un conseil "compétitivité" s'est tenu au mois de mars 2004 et a été l'occasion pour plusieurs pays, dont les Pays-Bas, le Luxembourg, le Royaume-Uni et l'Allemagne, d'appuyer ce projet. Elle indique que les 25 et 26 novembre derniers s'est tenu un nouveau conseil au cours duquel la délégation française a une nouvelle fois souligné le caractère trop large du champ d'application du projet et demandé que la spécificité des services de gestion collective soit prise en compte et qu'elle se traduise par leur exclusion du champ d'application de cette directive.

Enfin, Mme DE MONTLUC évoque la communication sur la gestion des droits de la Commission européenne qui propose une initiative législative concernant la gestion collective et qui ouvre le débat sur la délivrance des licences dans l'environnement numérique et les questions de l'interopérabilité et de la gestion individuelle des droits. Mme DE MONTLUC indique que la direction générale du marché intérieur de la Commission étudie actuellement les observations faites au nom des différents secteurs professionnels et qu'une concertation doit également avoir lieu entre les différentes directions de la Commission. Les premiers résultats de ces concertations et les premières propositions ne devraient pas être connues avant le début du printemps 2005.

Le président ouvre ensuite la discussion aux membres.

Mme ALMERAS (SFA) estime que l'exclusion de la propriété intellectuelle du champ d'application de la directive "services" serait une très bonne chose mais que cela serait loin d'être suffisant. Elle fait part de sa vive opposition à ce projet de directive qui entraînerait selon elle une dérégulation totale du marché dans le secteur de l'audiovisuel, et plus largement dans celui des services culturels dont la production serait mise en péril. Elle souhaite que tous les services audiovisuels et l'ensemble du domaine de la culture, y compris le spectacle vivant, soient exclus du champ d'application de ce projet de directive.

Le professeur BENABOU s'interroge sur le point de savoir si le chef de l'unité chargée de la propriété littéraire et artistique au sein de la direction générale du marché intérieur de la Commission européenne a été remplacé et si un projet de regroupement des unités chargées de la

propriété littéraire et artistique et de la propriété industrielle est envisagé.

Mme DE MONTLUC indique qu'aucune décision n'a encore été prise sur ces deux points.

Le président passe au point suivant de l'ordre du jour et donne la parole au professeur SIRINELLI, président de la commission du CSPLA sur la distribution des œuvres sur Internet, pour faire le point sur l'état d'avancement des travaux de cette commission.

ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DES COMMISSIONS

M. SIRINELLI indique tout d'abord que la commission sur la distribution des œuvres en ligne a été longue à constituer. Beaucoup de membres du Conseil supérieur et de personnes extérieures au CSPLA ont en effet émis le souhait d'y participer et il était important de trouver un équilibre entre les différents intérêts, parfois antagonistes, susceptibles d'y être représentés. Il indique que la commission comprend quarante membres, ce qui traduit l'ampleur de l'intérêt suscité par ses travaux, mais pose des problèmes matériels pour l'organisation des réunions. Il précise

qu'elle est néanmoins installée depuis le 26 novembre et qu'elle s'est déjà réunie à deux reprises. Sept autres réunions ont d'ores et déjà été prévues, avec un rythme d'une réunion toutes les deux semaines.

M. SIRINELLI expose ensuite le programme de travail de la commission. Les travaux de la commission se dérouleront en deux phases : une première phase de constatation, qui se poursuivra jusqu'en mars 2005, et une phase de recherche de solutions aux problèmes éventuellement constatés, qui se déroulera durant les mois d'avril à juin 2005. Il est en outre prévu de diviser la première phase en deux volets : un premier volet qui aura trait au " pair-à-pair " avec autorisation des ayants droit et un second volet relatif au " pair-à-pair " sans autorisation des ayants droit. Le premier volet regroupera quatre approches différentes du problème, chacune de ces approches faisant l'objet d'une réunion spécifique. M. SIRINELLI indique que la première réunion avait trait aux approches techniques, la deuxième aux aspects sociologiques et stratégiques et que les réunions suivantes seront consacrées aux dimensions économiques et juridiques. Quant au second volet, il sera divisé en trois étapes : une première sur le développement de l'offre dite légale, une deuxième sur les aspects logistiques (questions matérielles et immatérielles) et une troisième sur les modèles économiques proposés à l'heure actuelle dans le cadre de cette offre légale.

M. SIRINELLI expose ensuite la méthode de travail adoptée par la commission. Il est prévu que chaque réunion débute par l'audition de personnes extérieures à la commission, si possibles neutres dans leurs approches et venant apporter des points de vue différents de ceux des membres, puis qu'elle se poursuive par des exposés effectués par des membres de la commission, le tout donnant lieu à des débats. M. SIRINELLI fait enfin part de l'intérêt, de la disponibilité et de la volonté de dialogue dont font preuve les membres de la commission.

Le président invite pour sa part les membres de la commission à dépasser le strict point de vue du secteur auquel ils appartiennent et à faire preuve d'un esprit de dialogue et d'ouverture, afin de trouver des solutions à des problèmes qui sont d'intérêt général. Il ouvre ensuite la discussion aux membres.

M. RONY (SNEP) interroge M. SIRINELLI sur la terminologie adoptée dans le cadre des travaux de la commission et notamment sur le choix de l'expression " " pair-à-pair " " avec ou sans autorisation des ayants droit " .

M. SIRINELLI répond que le " pair-à-pair " est une technique neutre et que c'est l'usage qu'on en fait qui est susceptible d'être légal ou illégal.

Le président passe ensuite la parole au professeur BENABOU pour un point sur l'état d'avancement des travaux de la commission sur les œuvres multimédias.

Mme BENABOU indique que la commission sur les œuvres multimédias a également suscité l'intérêt des membres du CSPLA et de personnes extérieures, ce qui a retardé le début de ses travaux. Elle fait part des problèmes logistiques que rencontre également la commission. Mme BENABOU expose ensuite la méthode et le rythme de travail de la commission. Elle indique que deux réunions se sont d'ores et déjà tenues et que la commission se réunira ensuite une demi-journée toutes les deux semaines, et ce jusqu'à la fin du mois de février, afin d'établir un rapport et un avis pour le mois de mars, comme cela a été prévu par la lettre de mission adressée à ses présidents. Elle indique que la commission dispose d'ores et déjà d'une base de travail constituée du rapport "Andrès-Sirinelli" et des travaux menés au sein d'autres instances, comme le ministère de l'économie, des finances et de l'industrie ou certaines sociétés de gestion collective. Elle indique qu'un groupe de diffusion, permettant un échange des documents et des réflexions préalablement aux réunions, a été mis en place.

Un certain nombre de points d'étude ont en outre été dégagés : l'identification et la définition de l'œuvre multimédia et de ses créateurs, les difficultés spécifiques soulevées par l'œuvre multimédia en matière de titularité et d'acquisition de droits, la question de l'œuvre multimédia dans sa relation avec la gestion collective et les obstacles concrets à cette gestion collective, les difficultés pratiques et juridiques auxquelles se heurte la rémunération des créateurs (avec les problèmes d'assiette et de règle de proportionnalité), la question de la place du droit moral dans l'œuvre multimédia et celle de la place du logiciel et de l'œuvre audiovisuelle dans l'œuvre multimédia.

Mme BENABOU indique ensuite qu'un point de divergence a émergé au sein de la commission. En effet, un grand nombre de membres de la commission a formulé le vœu de voir celle-ci réaliser un travail terminologique afin de répondre au constat du rapport "Andrès-Sirinelli" qui pointe les lacunes terminologiques du secteur, notamment pour identifier les acteurs de la chaîne de création et de production. Mme BENABOU estime que ce travail ne pourra pas être réalisé dans le cadre de la commission mais qu'un travail d'identification minimal des fonctions créatrices au sein de la chaîne de production est nécessaire pour la poursuite des travaux de cette commission. Mme BENABOU indique que ce travail a été entrepris lors de la deuxième réunion mais sous une approche uniquement fonctionnelle, c'est-à-dire limitée au seul besoin de détermination d'un régime de l'œuvre multimédia que la commission appellerait de ses vœux. Mme BENABOU souligne enfin l'implication des membres dans le travail de la commission.

Le président invite les membres des commissions à trouver le bon rythme de travail et à éviter les deux écueils de travaux soit trop rapides, qui empêcheraient que les questions soient posées de façon suffisamment approfondies et ne laisseraient pas le temps à un consensus d'émerger, ou, à l'inverse, de travaux trop lents. Il rappelle que la fonction du CSPLA est d'éclairer et d'aider les pouvoirs publics dans leur action par des propositions et des avis utiles.

M. HERUBEL informe les membres du Conseil supérieur que dans le cadre des travaux conduits par le ministère de la culture et de la communication avec le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche pour sensibiliser les jeunes à la propriété intellectuelle, une mission conjointe va être confiée par les deux ministres au Forum des droits sur l'Internet afin de constituer un guide d'information et de sensibilisation. Celui-ci sera élaboré sous un comité éditorial représentatif des différentes sensibilités et en lien étroit avec la mission " Berbinau-Chantepie " et le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche qui participera à sa diffusion.

Le président demande si ce guide sera destiné aux enseignants ou aux élèves.

M. HERUBEL répond qu'il sera destiné aux enseignants et aux élèves des collèges et des lycées.

Mme FALQUE-PIERROTIN, présidente du conseil d'orientation du Forum des droits sur l'Internet, se réjouit de cette double commande qui souligne le caractère stratégique de la sensibilisation des jeunes publics. Elle indique que le travail débutera à partir du mois de janvier avec pour premier objectif la détermination des éléments de langage commun que les différentes parties souhaitent collectivement faire passer auprès du jeune public. Il se poursuivra ensuite par une réflexion sur la nature exacte du produit concret qui devra être établi.

M. RONY (SNEP) s'inquiète de l'organisation de ce nouveau groupe de travail et de son articulation avec les groupes de travail déjà existants et les produits déjà distribués. Il demande quels seront le calendrier et les modalités de travail de ce groupe.

M. HERUBEL indique que le guide qui sera élaboré sera un ouvrage plus approfondi et plus ciblé sur le sujet de la propriété intellectuelle que les ouvrages existants et qu'il aura pour objet d'en expliquer les fondements et l'utilité, au-delà du simple rappel de ce qui est autorisé et de ce qui ne l'est pas. Il ajoute que ce guide devrait être élaboré au cours du premier trimestre 2005.

Mme FALQUE-PIERROTIN précise que ce groupe de travail aura pour objectif opérationnel la sortie d'une production (un guide pratique ou un programme de sensibilisation). Il ne s'agira pas pour lui de se substituer à ce qui existe déjà. Elle indique qu'il n'y aura pas de risque de confusion d'objectif avec les ouvrages déjà existants, ceux-ci ayant une vocation beaucoup plus large : la découverte de l'Internet par les parents et les enfants. Le guide dont il s'agit devra spécifiquement se concentrer sur les questions de propriété littéraire et artistique.

M. BAZOT (UFC-Que choisir) estime qu'il est important qu'un bon équilibre soit réalisé dans le cadre de ce travail. Il s'agirait selon lui de faire prendre conscience aux jeunes consommateurs de leurs obligations mais aussi de leurs droits. M. BAZOT reconnaît que les droits de propriété littéraire et artistique sont attaqués mais que les droits des consommateurs le sont également. Il indique enfin que la sensibilisation doit porter au-delà des jeunes publics.

Mme BENABOU estime également que le besoin de sensibilisation est tout aussi fort auprès des étudiants.

Le président abonde dans ce sens.

M. ORY-LAVOLLEE (ADAMI) interroge M. HERUBEL et Mme FALQUE-PIERROTIN sur le budget qui sera consacré à ce travail.

M. HERUBEL répond que ce budget est en cours de fixation avec le Forum des droits sur l'Internet mais qu'il devrait s'agir d'un partenariat public/privé.

Mme FALQUE-PIERROTIN précise que le montage financier n'est pas finalisé mais qu'il devrait bien s'agir d'un partenariat mixte, avec une participation des ministères concernés et, le cas échéant, des apports privés par des acteurs du secteur. Elle conclut en indiquant que la question n'a pas encore été arbitrée.

Le président passe ensuite au point suivant de l'ordre du jour et donne la parole au vice-président GUERDER pour un exposé sur la fonction de veille du CSPLA et les améliorations à lui apporter.

QUESTIONS DIVERSES

M. GUERDER commence par rappeler que l'article 2 de l'arrêté du 10 juillet 2000 confère au CSPLA une fonction d'observatoire de l'exercice et du respect des droits d'auteurs et des droits voisins, ainsi qu'une fonction de suivi de l'évolution des pratiques et des marchés, à l'exception des questions de concurrence qui relèvent du conseil de la concurrence. Il précise que cette fonction d'observatoire a été incluse dans le programme de travail du CSPLA au titre de la troisième mission de veille et de prospective. Il s'agit, selon le compte rendu séance du 14 octobre 2004, d'une mission d'alerte du ministre et du Conseil supérieur sur tout élément nouveau dans l'actualité nationale et internationale qui paraît de nature à avoir des incidences sur l'application des règles de la propriété littéraire et artistique ou qui peut justifier l'ouverture d'un débat sur l'évolution de la législation applicable. S'y ajoute une fonction de prospective qui consiste à anticiper sur des questions ou des difficultés qui pourraient se poser dans l'avenir en essayant d'identifier des réponses en amont.

M. GUERDER estime que l'exercice de cette mission implique la mise en œuvre d'une veille qui, pour être efficace, doit dépasser les seuls médias de la presse écrite ou audiovisuelle en étant aussi mise en place sur Internet. Il précise qu'il ne s'agit pas d'une fonction spécifique au CSPLA puisque un grand nombre d'entreprises ont des méthodes de veille qui permettent d'observer certaines évolutions à travers les sites web. M. GUERDER rappelle que la veille existe déjà au sein du bureau de la propriété littéraire et artistique du ministère de la culture et de la communication et qu'elle se traduit par la mise en ligne périodique, sur le site du ministère de la culture et de la communication au sein duquel le CSPLA dispose d'une rubrique, d'informations bibliographiques ayant trait à la législation, à la doctrine ou à la jurisprudence. Il s'agit d'informations objectives qui respectent la neutralité du service public.

Se pose, selon M. GUERDER, la question du développement éventuel de cette fonction de veille qui peut revêtir un triple aspect : juridique, économique et socioculturel. La veille juridique vise l'actualité législative ou réglementaire, elle concerne aussi l'évolution de la réglementation nationale ou communautaire, ou encore l'élaboration ou la modification des traités internationaux relatifs à la propriété littéraire et artistique. La veille économique serait destinée à mesurer l'impact de certaines pratiques sur les marchés des œuvres et sur la création artistique. Quant à la veille socioculturelle, elle permettrait de recueillir des informations sur les sujets de réflexion et de discussion soumis au Conseil supérieur et à ses commissions spécialisées. Elle aurait pour intérêt de refléter la diversité des opinions sur les thèmes d'actualité. M. GUERDER indique que cette option permettrait de compléter, sans les concurrencer, les travaux des commissions.

On peut hésiter sur les méthodes de collecte et sur le traitement des informations. La collecte peut être basée sur des techniques de recherche Internet et d'abord sur les moteurs de recherche. Mais elle peut aussi être mise en œuvre grâce à l'utilisation d'agents dits intelligents. M. GUERDER indique qu'il existe en effet des systèmes qui permettent de programmer une fonction de veille plus ou moins automatique et d'alléger les tâches humaines.

Concernant le traitement des informations, deux conceptions peuvent être envisagées : l'une privilégie la collecte de simples liens et donc l'économie d'espace, l'autre la mise en ligne *in extenso* des informations. Cette dernière conception, outre qu'elle devrait être autorisée dans certains cas, suppose davantage d'espace et une autre configuration d'un site Internet qui serait mis à la disposition du CSPLA.

M. GUERDER précise ensuite qu'il convient de s'interroger sur l'ampleur de la diffusion des informations collectées. S'il y a des informations qui pourraient être mises à la disposition du grand public (tout ce qui concerne la veille juridique), d'autres pourraient être réservées aux membres du CSPLA (tout ce qui concerne la veille socioculturelle). L'accès à une partie du site Internet du CSPLA pourrait donc être réservé aux membres du Conseil supérieur, de même que la création d'une liste de discussion entre les membres du conseil.

M. GUERDER indique que cette évolution ne pourra être faite que dans le cadre d'un site Internet autonome, facile d'accès, et non dans celui d'une rubrique, à l'accès presque aléatoire et à l'adresse trop complexe, d'un site ministériel trop vaste. Cela s'inscrirait dans le cadre d'une mise en valeur des travaux du CSPLA et permettrait le développement de sa fonction de veille.

Le président indique qu'il est favorable à l'élargissement de la fonction de veille et d'observatoire du Conseil supérieur au-delà des aspects purement juridiques. Il précise que cet élargissement aux questions économiques et aux aspects socioculturels a d'ailleurs déjà été évoqué. Il ajoute que deux écueils sont à éviter dans la manière d'atteindre cet objectif : celui d'un coût trop élevé et celui de faire ce qui existe déjà (des possibilités d'échanges entre sites devant être envisagées à cette fin).

Le président propose de mettre en place, en janvier, un petit groupe de travail qui serait chargé de préciser ces questions. Le Conseil supérieur en sera informé lors de sa réunion plénière de mars.

Le président ouvre ensuite la discussion aux membres.

M. GUEZ (SCPP) indique que pour avoir un site Internet autonome, il suffit d'avoir un nom de domaine autonome et de transposer directement le contenu du site du CSPLA sur ce site autonome. Il s'agirait là d'une solution simple et économique.

M. HERUBEL indique qu'un raccourci, www.culture.gouv.fr/cspla, a déjà été créé.

M. MICHAU (ACSEL) trouve que la quantité d'informations dont les membres du CSPLA doivent prendre connaissance est considérable. Il estime que les premières personnes concernées par la diffusion d'informations sont les membres du Conseil supérieur eux-mêmes. Il lui semble qu'un des axes prioritaires du CSPLA doit être de tenir informé tous ses membres. Il souhaite la mise en place d'outils permettant aux membres du Conseil supérieur d'avoir accès directement aux textes ou aux projets discutés au sein du CSPLA.

Mme de MONTLUC propose d'envoyer à l'ensemble des membres du CSPLA un questionnaire afin d'identifier les informations qu'ils souhaiteraient avoir à leur disposition.

Mme FARCHY indique qu'elle va se charger de compléter la bibliographie du site Internet du CSPLA avec des références économiques, tout en précisant que l'établissement d'une bibliographie ne correspond pas, au sens strict, à une fonction de veille qui demande un travail spécifique et régulier.

Le président invite néanmoins Mme FARCHY à compléter la bibliographie du site Internet du Conseil supérieur, ce qui constitue la première étape d'une fonction de veille. Il confirme l'organisation en janvier d'une réunion de travail pour arrêter un dispositif précis. Il indique que l'information des membres du Conseil supérieur sur les travaux des commissions doit être une priorité.

En l'absence d'autres observations, le président remercie les membres du Conseil supérieur de leur présence et clôt la séance.